



## RAPPORT DE MISSION, MONTREAL-QUEBEC (CANADA),

3-15 août 2008,

par Frédéric Blin, DGES C3-3

Du 3 au 15 août 2008 se sont déroulés au Québec (Canada), trois évènements professionnels majeurs pour les bibliothèques :

- le premier congrès de l'Association internationale francophone des bibliothécaires et documentalistes (AIFBD), à Montréal, du 3 au 6 août ;
- une conférence satellite au congrès IFLA, portant sur les « Consortia et dispositifs collaboratifs », à Québec, le 7 août ;
- le congrès IFLA 2008, à Québec, du 9 au 15 août.

Le présent document est le compte-rendu de ma participation à ces évènements, pour le compte de la direction générale de l'enseignement supérieur.

Les actes du congrès AIFBD devant être publiés sous format papier, et la quasi-totalité des textes des communications étant disponibles sur le site de l'IFLA (<http://www.ifla.org/IV/ifla74/Programme2008.htm>) et traduits en français (il est nécessaire toutefois de consulter à chaque fois la version originale : certains éléments peuvent n'avoir pas été reproduits dans la version traduite), je n'indiquerai dans ce rapport que les points qui m'ont semblé les plus marquants ou les problématiques les plus intéressantes soulevées par les intervenants.

## TABLE DES MATIERES :

<b>CONGRES DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE FRANCOPHONE DES BIBLIOTHECAIRES ET DOCUMENTALISTES (AIFBD).....</b>	<b>3</b>
<b>CONFERENCE SATELLITE : CONSORTIA AND COLLABORATIVE ARRANGEMENTS.....</b>	<b>5</b>
<b>CONGRES MONDIAL DES BIBLIOTHEQUES ET DE L'INFORMATION / CONGRES IFLA 2008..</b>	<b>11</b>
L'IFLA : FONCTIONNEMENT, BILAN, QUESTIONNEMENTS ET PERSPECTIVES, PRESENCE DE LA FRANCOPHONIE	11
<i>Le fonctionnement de l'IFLA.....</i>	<i>11</i>
<i>Le bilan de l'année écoulée.....</i>	<i>11</i>
<i>Questionnements et perspectives.....</i>	<i>13</i>
<i>La présence de la francophonie.....</i>	<i>13</i>
L'ACTIVITE DES SECTIONS.....	15
<i>Section « Bibliothèques universitaires et de recherche ».....</i>	<i>15</i>
<i>Section « Bibliothèques de sciences sociales ».....</i>	<i>16</i>
LES CONFERENCES ET ATELIERS.....	17
<i>Séance UNESCO (n°70).....</i>	<i>17</i>
<i>Digital Preservation (n°84).....</i>	<i>18</i>
<i>Groupe de travail IFLA sur les bibliothèques numériques (n°94).....</i>	<i>23</i>
<i>Gérer les bibliothèques dans un monde changeant : aspects légaux, techniques et organisationnels (n°107).....</i>	<i>24</i>
<i>La science à travers les bibliothèques : fourniture d'information scientifique et technologique dans différents environnements (n°109).....</i>	<i>27</i>
<i>Les relations internationales dans les organisations nationales (n°121).....</i>	<i>30</i>
<i>Les partenariats Public – Privé (n°122).....</i>	<i>31</i>
<i>Retour sur investissement : évaluer l'enseignement de la maîtrise de l'information. Qu'apprennent-ils vraiment ? (n°134).....</i>	<i>33</i>
<i>Assurer la qualité de bibliothèques nationales : mesures de rendement et évaluation de la qualité appuyant le patrimoine culturel et la recherche (n°160).....</i>	<i>35</i>
CONCLUSIONS.....	39

## Congrès de l'Association Internationale Francophone des Bibliothécaires et Documentalistes (AIFBD), Montréal, 3-6 août 2008

Après quelques années de gestation, marquées notamment par la tenue d'une première assemblée générale constitutive au congrès de l'IFLA 2006 à Séoul, l'Association Internationale Francophone des Bibliothécaires et Documentalistes (AIFBD) a pu tenir son premier congrès à Montréal, du 3 au 7 août 2008, en satellite du congrès IFLA 2008 à Québec.

Etant hébergé dans le cadre très prestigieux et agréable de la grande Bibliothèque et Archives nationales du Québec à Montréal (et pour certains ateliers dans la bibliothèque de l'Université du Québec à Montréal), ce congrès a permis de réunir une communauté francophone d'environ 260 personnes, issues de 26 pays différents. Plusieurs des délégués ont pu bénéficier de bourses octroyées soit par l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), soutenant l'initiative depuis l'origine, soit encore par le Comité Français IFLA. A noter également une importante délégation francophile, d'une quinzaine de personnes, venue des Etats-Unis pour rencontrer des collègues francophones et leur présenter leur Initiative de Collaboration entre les Bibliothèques Françaises et Nord-Américaines (ICBFN)<sup>1</sup>.

Ainsi, davantage encore que les contenus des communications, c'est dans le fait même de son organisation qu'a résidé toute l'importance de congrès, placé sous le signe du « réseautage », de la coopération, de la rencontre entre collègues de différents pays. C'était bien là l'objectif avoué par Réjean Savard, Président de l'AIFBD, et réaffirmé par Pietro Sicuro, directeur de l'Institut de la francophonie numérique de l'OIF, dès l'ouverture du congrès. L'initiative ViceVersa, programme d'échanges professionnels à l'initiative de l'AIFBD<sup>2</sup> et présenté à l'occasion de ce congrès, témoigne ainsi de l'ambition de l'AIFBD d'aider à renforcer les liens entre les différentes parties de la communauté professionnelle francophone. Lise Bissonnette, Présidente Directrice Générale de la BANQ, insista quant à elle sur le rôle joué par les bibliothèques pour lutter contre l'homogénéité culturelle, regrettant l'absence des professionnels francophones dans les débats actuels sur la société de l'information et la diversité culturelle. De fortes attentes reposent ainsi sur l'AIFBD, qui doit amener des objectifs culturels dans tous les projets de coopération documentaire internationaux.

Le programme, très dense, s'est concentré sur deux jours. Cinq sessions de conférences, comportant chacune quatre ou cinq ateliers parallèles, ont permis d'aborder des thèmes très variés, parmi lesquels : « Formation et avenir » ; « SIGB libres » ; « WWW et bibliothèques : outils de diffusion incontournables » ; « la coopération et l'accès à l'information numérique » ; « patrimoine et bibliothèques » ; « former pour mieux informer » ; « les défis de l'information médicale » ; « nouvelles technologies et nouveaux outils pour les bibliothèques » ; « les bibliothèques nationales et le numérique ». Un temps pour des rencontres informelles entre collègues a en outre été prévu au cours de la dernière matinée, sous la forme de forums thématiques, avant que les congressistes puissent visiter différentes bibliothèques de la région montréalaise.

J'ai personnellement effectué une communication dans le cadre de l'atelier « Former pour mieux informer », sur le thème : « Le réseau de compétences en formation à l'information dans l'enseignement supérieur français : 25 ans d'expérience ». J'ai également participé à un

---

<sup>1</sup> <http://www.crl.edu/grn/cifnal/index.asp>.

<sup>2</sup> <http://aifbd-viceversa.camp9.org/>.

forum thématique consacré à la présentation de l'ICBFN : des contacts ont été pris à cette occasion avec les collègues des Etats-Unis, afin de créer un réseau d'échanges et initier à l'avenir partenariats et projets communs entre les bibliothèques universitaires françaises et des Etats-Unis.

Le programme social du congrès était quant à lui également source de rencontres et de fraternité francophones. A une visite de la BANQ ont ainsi succédé une soirée mémorable dans une « cabane à sucre » typiquement québécoise, avec « oreilles de crisse », sirop d'érable sur glace, et comique sénégal-québécois au menu ; une réception officielle à l'Hôtel de Ville de Montréal ; et, pour clore le congrès et assurer la transition vers le congrès IFLA de Québec, une croisière sur le Saint-Laurent, malheureusement sous la pluie.

L'Assemblée générale de l'association, qui s'est tenue à l'issue du congrès, a permis de présenter aux participants un premier rapport d'activité, et surtout d'évoquer l'avenir. Si une assemblée générale devrait se tenir chaque année à l'occasion des congrès de l'IFLA, les congrès de l'AIFBD ne devraient se tenir que tous les trois ans. Le prochain congrès pourrait ainsi être organisé en 2011 en satellite du congrès IFLA qui se tiendra à San Juan (Porto Rico) : le lieu du congrès serait situé dans une zone francophone de l'espace Caraïbes et nord-américain, à savoir, comme l'a annoncé Pascal Sanz, Vice-président de l'association, en Martinique, Guadeloupe, Haïti, ou même... en Louisiane. L'année 2008-2009 sera aussi marquée par le renouvellement du conseil d'administration : les élections devraient se faire par correspondance en juin 2009. L'appel à candidatures sera lancé au début de l'année 2009.

Conférence satellite au congrès de l'IFLA, organisée par la section  
Bibliothèques universitaires et de recherche :  
« Consortia and Collaborative Arrangements », Québec, 7 août 2008

La section Bibliothèques universitaires et de recherche de l'IFLA a organisé le jeudi 7 août 2008 à l'université Laval à Québec, une conférence satellite au congrès de l'IFLA, consacrée aux consortia et dispositifs collaboratifs dans les bibliothèques universitaires et de recherche.

Cette journée, qui s'est révélé d'un intérêt de tout premier ordre, n'a toutefois réuni qu'une petite vingtaine de personnes, venus d'une douzaine de pays : Australie, Canada, Chine, Colombie, Cuba, Etats-Unis, France, Ghana, Jamaïque, Lituanie, Québec et Royaume-Uni.

Les communications présentées étaient les suivantes :

1. Rima Kupryte, Directeur exécutif de l'organisation eIFL (Electronic Information for Libraries) : *L'action d'eIFL en faveur de l'accès à l'information dans les pays en développement* ;
2. Helena Assamoah-Assan, Consortium des bibliothèques universitaires et de recherche du Ghana : *Le Consortium des bibliothèques universitaires et de recherche du Ghana (CARLIGH – Consortium of Academic and Research Libraries in Ghana)* ;
3. Yao Xiaoxia, Secrétaire générale adjointe du consortium CALIS, Chine : *CALIS, China Academic Library & Information System* ;
4. Ann Okerson, Université de Yale et coordinatrice du consortium NERL : *NERL, NorthEast Research Libraries Consortium (Etats-Unis)* ;
5. Cathie Jilovsky, CAVAL (Australie) : *CAVAL Linking Leading Libraries* ;
6. David Swords, Vice-président des ventes et du marketing, Blackwell Book Services : *Les consortia et leur place, vus du point de vue d'un fournisseur.*

Le petit nombre de personnes présentes, ainsi que le temps alloué à la discussion, aux questions et échanges, ont constitué une part significative de la grande qualité générale de cette journée. Chacune des six interventions a permis de présenter des expériences remarquables ou des points de vue très intéressants sur la conception, ou les difficultés, rencontrées par l'établissement de consortia de bibliothèques ou l'établissement de réseaux collaboratifs.

1. Rima Kupryte, Directeur exécutif de l'organisation eIFL (Electronic Information for Libraries) : *L'action d'eIFL en faveur de l'accès à l'information dans les pays en développement.*

eIFL est une organisation sans but lucratif créée en 1999 dont la mission est de favoriser l'accès à l'information scientifique dans les pays en développement. Rattachée à l'Open Society Institute jusqu'en 2003, elle devient indépendante à cette date. Ses financements proviennent depuis l'origine essentiellement de la fondation Soros. eIFL est basée à Rome depuis 2006 ; son équipe se compose seulement de sept personnes.

Les principes essentiels de son action sont au nombre de trois :

- la reconnaissance de l'importance de l'accès à l'information, pour le développement économique et social des pays ;
- l'incidence positive du regroupement des bibliothèques pour la négociation de l'accès aux ressources scientifiques électroniques ;
- la nécessité d'assurer un accès à l'information, de manière égale dans tous les pays et à l'intérieur même des pays.

Actuellement, l'action d'eIFL s'applique auprès de 48 pays, représentant 48 consortia, 4400 institutions membres, et 800 millions de personnes. Elle se décompose en six programmes :

a. la négociation de l'accès aux ressources scientifiques électroniques

Il s'agit du programme « historique » d'eIFL. Il consiste en la négociation de licences multinationales d'accès à certaines ressources électroniques que les institutions des pays concernés ne pourraient individuellement pas acquérir (« multi-country fair licensing »). La négociation est effectuée par eIFL, les institutions et pays intéressés signant ensuite eux-mêmes les licences avec les éditeurs, au tarif négocié par eIFL. Le regroupement de plusieurs institutions, issues de plusieurs pays, permet d'obtenir des rabais intéressants, pouvant atteindre 95%, et aux éditeurs de gagner de nouveaux marchés.

Depuis 2002, 19 banques de données ont ainsi été négociées, représentant 30.000 revues électroniques. Neuf négociations sont actuellement en cours.

b. la promotion de l'Accès Libre à l'information scientifique

L'objectif d'eIFL via ce programme est de promouvoir l'importance du libre accès à l'information scientifique dans les pays en développement. Pour ce faire, eIFL a organisé 26 conférences et ateliers dans ces pays depuis 2005. Elle aide également à la la création de revues scientifiques en open access (280 revues créées jusqu'à présent), ainsi qu'à la mise en œuvre de dépôts d'archives ouvertes et institutionnelles (92 ont déjà été ouverts depuis 2002, et 32 sont actuellement en cours de constitution). Sur ce dernier point, eIFL travaille actuellement en relation avec le projet européen DRIVER, afin d'étendre celui-ci au niveau international grâce aux dépôts d'archives ouvertes et institutionnelles qu'eIFL a contribué à établir.

c. l'implication dans les débats liés à la question de la propriété intellectuelle

eIFL a le statut d'observateur officiel auprès de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. Elle organise également conférences et ateliers sur le sujet, et favorise l'apparition de compétences locales dans les pays sur les sujets touchant à la propriété intellectuelle et le copyright. Elle œuvre ici en partenariat avec le comité CLM de l'IFLA, ainsi qu'avec l'American Library Association.

d. la promotion des logiciels libres

Le quatrième programme consiste en la promotion des logiciels libres pour les bibliothèques, et notamment des logiciels Koha et Greenstone. Elle pilote d'ailleurs actuellement un projet d'implantation de Greenstone dans les bibliothèques d'Afrique du Sud. Un de ses principaux objectifs est de créer un réseau de compétences et de coordinateurs pour les logiciels libres dans les pays dans lesquels elle travaille.

e. La formation et le partage des savoirs

La formation et la transmission des savoirs et connaissances professionnelles sont une autre priorité d'eIFL. Outre des conférences, elle organise de très nombreuses séances de formation dans tous les pays : pour 2006, 500 séances de formation ont ainsi été organisées localement.

Une assemblée générale permet en outre de réunir annuellement les coordinateurs nationaux, parmi lesquels un petit groupe de francophones s'est constitué.

f. l'aide à la constitution de consortia de bibliothèques

eIFL accompagne enfin les pays en développement à se doter de consortia de bibliothèques. Ce programme lancé en 2003 est jugé comme l'un des plus fondamentaux par les pays qui bénéficient de l'action d'eIFL. Le Ghana, qui fera l'objet de la présentation suivante, en est un exemple, au même titre que la Serbie (consortium KOBSON), le Kirghizstan, la Palestine ou le Malawi.

Depuis sa création, eIFL a rencontré de grands succès et l'importance de son action dans les pays en développement a été fondamentale. Ses objectifs pour les années à venir sont d'une part, de maintenir et développer ses activités, mais également de diversifier ses sources de financement afin de s'inscrire dans la pérennité.

2. Helena Assamoah-Assan, Consortium des bibliothèques universitaires et de recherche du Ghana : *Le Consortium des bibliothèques universitaires et de recherche du Ghana* (CARLIGH – Consortium of Academic and Research Libraries in Ghana).

La seconde intervention a présenté l'historique de la construction du consortium des bibliothèques universitaires et de recherche du Ghana (CARLIGH). Ce consortium a été créé en août 2004, à partir de la transformation du réseau national de PEB constitué à partir de 1996 grâce à l'aide du Danemark.

Actuellement, CARLIGH compte 18 membres, et est constitué de 5 groupes de travail : services bibliographiques, TIC, formation initiale et continue, « Advocacy and Marketing », ressources électroniques. Le consortium insiste sur la formation des personnels, mais également des étudiants et enseignants-chercheurs. Des projets de numérisation et des dépôts d'archives institutionnelles ont également pu être mis en œuvre grâce au consortium.

CARLIGH participe activement à eIFL et INASP<sup>3</sup>.

3. Yao Xiaoxia, Secrétaire générale adjointe du consortium CALIS, Chine : *CALIS, China Academic Library & Information System*.

CALIS, « China Academic Library & Information System », est, bien davantage qu'un consortium, l'un des trois réseaux nationaux de bibliothèques d'enseignement supérieur en Chine. Financé par le Ministère de l'Éducation, le réseau fonctionne sur un mode pyramidal fait d'un centre d'administration central basé à l'université de Pékin (où travaillent une quarantaine de personnes), de 7 centres nationaux, de 12 centres régionaux et provinciaux, de 22 centres de bibliothèques numériques, et de plus de 1000 bibliothèques universitaires membres, situés essentiellement dans l'est de la Chine. Il s'agit donc peut-être du plus important réseau de bibliothèques au monde.

CALIS s'incarne dans un portail internet, CADLIS (China Academic Digital Library and Library Information System) : [www.cadlis.edu.cn](http://www.cadlis.edu.cn), qui donne accès aux ressources, de tout type, des bibliothèques du réseau CALIS. Le portail propose ainsi divers moteurs de recherche et catalogues en ligne, l'accès aux ressources électroniques et aux ressources numérisées du

---

<sup>3</sup> International Network for the Availability of Scientific Publications, <http://www.inasp.info/>.

réseau, mais également les métadonnées de revues occidentales (« CALIS Current Contents of Western Journals »).

La principale originalité de CALIS cependant réside dans l'étendue des services qu'il fournit à ses membres. Outre une mission de négociation d'acquisition de ressources électroniques dans sa dimension consortium, CALIS gère un catalogue collectif de 2 millions de notices, et possède une offre de formation professionnelle continue très riche. Entre 2003 et 2006, CALIS a organisé 262 séances de formation, ayant touché 12.843 personnes. D'autre part, un service de référence virtuel collaboratif a été mis en place : la complexité du dispositif, due notamment au nombre de bibliothèques concernées, mériterait une étude à part entière.

Enfin, CALIS exerce une fonction de normalisateur et standardisateur, à la fois pour le catalogage des ressources, mais surtout pour les bibliothèques numériques. En effet, CALIS a développé une solution intégrée de bibliothèque numérique, à savoir un appareillage technologique complet (allant du logiciel au matériel de numérisation, en passant par les métadonnées, les descriptifs, etc.) pour la mise en oeuvre d'une bibliothèque numérique, pouvant être adapté par chaque bibliothèque. CALIS se veut ainsi un « Provider of Digital Libraries Solutions », et dispose d'une plateforme de support technique. CALIS fonctionne pour les projets de numérisation sur le modèle « numérisation décentralisé, archivage décentralisé, mais accès centralisé » via le portail CADLIS.

La présentation a ainsi laissé entrevoir un dispositif impressionnant, tant par l'étendue de ses domaines de compétences, que par le nombre inégalable d'institutions qu'il concerne. Ses perspectives de développement sont également impressionnantes, car CALIS souhaiterait parvenir à intégrer les autres dispositifs similaires existant en Chine, et notamment les nombreux autres consortia. L'enrichissement du catalogue collectif, l'évaluation des services rendus, la mise à jour des outils utilisés, le développement de l'activité de formation continue, sont des priorités de CALIS, au même titre que le renforcement de la coopération internationale.

4. Ann Okerson, Université de Yale et coordinatrice du consortium NERL : *NERL, NorthEast Research Libraries Consortium* (Etats-Unis).

La quatrième intervention a traité du consortium des bibliothèques de recherche du Nord-Est des Etats-Unis, NERL. Ce consortium réunit depuis 1996 les plus prestigieuses universités du Nord-Est des Etats-Unis, parmi lesquelles : Yale (qui héberge le centre opérationnel et fiscal du consortium, composé de 2,5 ETP), Princeton, Columbia, MIT, etc., mais également, en dehors de la zone géographique initiale, Stanford et l'Université de Miami. Aujourd'hui, le consortium regroupe 27 membres, auxquels s'ajoutent une cinquantaine de membres affiliés.

En 2007, le consortium a négocié l'acquisition de ressources électroniques pour un montant de 23 millions de dollars.

Il envisage de diversifier ses activités dans les prochaines années : il travaille notamment sur la question de l'implémentation du système d'archivage LOCKSS<sup>4</sup> au sein de ses institutions. Néanmoins, les activités du consortium sont contraintes par une limitation (volontaire) du nombre de membres, les forces humaines disponibles, ainsi que par la concurrence existant entre les universités sur le « marché » de l'enseignement supérieur et de la recherche. L'intérêt des institutions membres de ce consortium serait ainsi difficile à maintenir.

---

<sup>4</sup> <http://www.lockss.org/lockss/Home>.

5. Cathie Jilovsky, CAVAL (Australie) : *CAVAL Linking Leading Libraries*.

CAVAL est une structure publique, à but non lucratif, basée à l'université La Trobe à Bundoora, dans l'Etat de Victoria en Australie. Créé en 1978 avec un périmètre de compétence limité à l'Etat de Victoria, il s'est élargi en 2005 aux Etats de Nouvelles Galles du Sud et de Tasmanie. CAVAL compte aujourd'hui 12 membres dans ces trois Etats, et 25 membres affiliés. CAVAL dispose d'un budget de 3,5 millions de dollars australiens (environ 2d'€), et d'une équipe de 35 ETP. Il fonctionne sur différents comités thématiques, consacrés notamment aux ressources numériques, à la gestion des risques, à la formation continue.

CAVAL propose à ses membres différents services :

- Catalogage : CAVAL dispose notamment d'une équipe de catalogueurs pouvant traiter des documents dans un très large spectre de langues étrangères ;
- Consultance et audit de bibliothèques ;
- Fourniture de SIGB ;
- PEB, physique et numérique (« Digital to desktop ») ;
- Etablissement de statistiques : CAVAL est en charge de l'établissement des statistiques nationales australiennes en matière de bibliothèques universitaires (statistiques CAUL : <http://statistics.caul.edu.au>). CAVAL mène également un projet pilote avec quatre pays asiatiques (Hong-Kong, Malaisie, Singapour, Thaïlande) pour l'établissement de statistiques nationales pour ces pays : il s'agit du projet Asian Online Statistics (<http://statsasia.caval.edu.au>);
- Numérisation de collections : CAVAL s'est doté du premier centre de numérisation de masse en Australie (numériseur Kirtas 2400) ;
- Formation continue : CAVAL dispose d'un catalogue d'environ 80 formations, réactualisé chaque année. Ses clients viennent de toute l'Australie, mais également de Nouvelle-Zélande, d'Asie, et des Etats-Unis. Il organise par ailleurs un nombre important de conférences et séminaires au niveau national ;
- Conservation partagée : CAVAL dispose d'un centre de conservation partagée, dénommé CARM (« CAVAL Archive and Research Material Centre »). Créé en 1996, il héberge 12.000 titres de revues, mais également des collections de livres. De la numérisation à la demande peut être effectuée sur les articles des revues, le restant des collections étant communiqué par le biais du PEB. La construction d'un second bâtiment est planifiée pour 2009-2010.

Les deux perspectives principales de CAVAL pour les années à venir portent sur le développement de l'activité de numérisation, et d'autre part sur l'établissement d'un programme de formation destiné aux personnels de direction ou occupant d'autres postes à responsabilités élevées dans des bibliothèques universitaires.

Si CAVAL n'a pas mission de négociation, la variété de ses activités est tout à fait remarquable.

6. David Swords, Vice-président des ventes et du marketing, Blackwell Book Services :  
*Les consortia et leur place, vu du point de vue d'un fournisseur.*

La dernière intervention fut laissée à un représentant de Blackwell, principal sponsor de cette journée. Le propos de David Swords fut de montrer comment les consortia de bibliothèques

pourraient mettre en danger l'existence des fournisseurs, et de plaider pour une différenciation des différentes sociétés commerciales de fournisseurs de contenus, non sur le montant du rabais consenti sur les prix, mais sur la qualité des services fournis. L'argument développé est ainsi que, « agir pour toujours faire baisser les prix peut avoir des conséquences négatives sur les bibliothèques elles-mêmes ». Pris entre les éditeurs, possesseurs des contenus et qui fixent les prix, et les bibliothèques, les fournisseurs n'ont qu'une marge assez faible : la crainte de la désintermédiation est en outre de plus en plus vive avec le développement des ressources numériques.

Cette dernière intervention permet de conclure la journée sur une perspective différente, qui suscita de nombreuses réactions de la part des bibliothécaires présents. Si ces derniers ont confirmé que le choix d'un fournisseur n'était pas dicté uniquement sur le prix mais également sur la qualité du service fourni, ils ont toutefois rappelé que le prix était un élément important de leur choix.

Au final, cette journée s'est révélée passionnante à tous points de vue, tant pour l'intérêt des initiatives et dispositifs présentés, que pour la qualité des échanges et des discussions entre les divers participants.

## Congrès mondial des bibliothèques et de l'information / congrès IFLA 2008, Québec (Canada), 9-15 août 2008.

L'IFLA (Fédération internationale des associations et institutions de bibliothèques) est, avec près de 1600 membres dans 170 pays, la plus importante association internationale de bibliothèques ; elle est la voix des bibliothèques au niveau international. Elle tient un congrès annuel couplé avec son assemblée générale, dans le courant du mois d'août dans des pays à chaque fois différents. Le congrès 2008 a été organisé à Québec, en raison de la célébration du 400<sup>e</sup> anniversaire de la ville cette année.

### I. L'IFLA : fonctionnement, bilan, questionnements et perspectives, présence de la francophonie

#### 1. Le fonctionnement de l'IFLA

L'année 2007-2008 a été marquée par le recrutement au printemps 2008 d'un « Senior Policy Advisor », ou Conseiller spécial, dont la mission est d'accompagner l'IFLA dans sa politique de défense des intérêts des bibliothèques au niveau mondial. Ce conseiller spécial (le britannique Stuart Hamilton) a pu être recruté notamment grâce au don d'un million de dollars américains fait à l'IFLA par la Fondation Bill & Melinda Gates en 2007. Son action a pu déjà se manifester dans le cadre du processus du Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI) notamment.

En parallèle, une nouvelle Secrétaire générale de l'IFLA, l'australienne Jennefer Nicholson, a été recrutée pour remplacer le sud-africain Peter Lor, au 1<sup>er</sup> septembre 2008.

L'année 2007-2008 n'ayant pas été une année d'élection, les instances dirigeantes de l'IFLA (Présidence, Présidence élue, Conseil d'administration, Bureau exécutif, Bureau professionnel) sont restées identiques.

En revanche, la réflexion sur l'évolution des statuts de l'IFLA s'est poursuivie. Cette révision, adoptée par l'Assemblée générale du 14 août 2008, avait 4 objectifs principaux :

- officialiser les résultats du travail mené par le Bureau professionnel en 2006-2007 sur la réorganisation interne de l'IFLA (visant essentiellement à une diminution du nombre des sections)<sup>5</sup> ;
- officialiser les autres décisions approuvées par le Conseil d'administration et l'Assemblée générale ;
- clarifier les statuts et améliorer leur conformité avec la loi néerlandaise (pays d'implantation officielle de l'association) ;
- déplacer les points de détail des statuts vers les règles de procédure.

Le texte proposé à l'Assemblée générale est disponible sur le site de l'IFLA<sup>6</sup>.

#### 2. Le bilan de l'année écoulée

<sup>5</sup> Voir mon rapport du congrès 2007, page 10, <http://www.sup.adc.education.fr/bib/Info/Coop/Compte-rendus/IFLA2007.pdf>.

<sup>6</sup> <http://www.ifla.org/III/IFLAstatutes-revision-proposal-text-fr.pdf>.

Le congrès annuel est l'occasion de la tenue de l'Assemblée générale de l'association. Le président, le secrétaire général et le trésorier y font leur rapport. Pour cette année, deux éléments essentiels sont à retenir :

■ Bilan de l'année 2007-2008, par le Secrétaire général de l'IFLA

Le Secrétaire général sortant a présenté le bilan de l'année écoulée, mis en relation avec les 6 principaux objectifs énoncés dans le plan stratégique 2006-2009 approuvé en décembre 2006.

- Se doter d'une compétence dans le domaine du lobbying et développer une campagne de défense et promotion des bibliothèques au niveau international :
  - Cette priorité s'est traduite par le recrutement du Conseiller spécial, la poursuite de l'implication de l'IFLA dans le processus du SMSI, le développement des activités des comités FAIFE (*Free Access to Information and Freedom of Expression*) pour la liberté d'expression et le libre accès à l'information, et CLM (*Copyright and Other Legal Matters*).
- Refondre le site web de l'IFLA :
  - Une version bêta du site web a été présentée à l'occasion du congrès de Québec. Elle est consultable via le site de l'IFLA<sup>7</sup>. Le nouveau site sera ouvert officiellement en janvier 2009.
- Développer des sources de financement stables et diversifiées :
  - Le don de la Fondation Bill & Melinda Gates sera épuisé au cours de l'année 2009. La diversification des sources de financement reste une des priorités de l'IFLA.
- Organiser un congrès satisfaisant à tous points de vue (professionnel et financier notamment) :
  - Plusieurs problèmes d'obtention de visas pour le Canada ont été signalés. L'IFLA attire l'attention des congressistes sur le congrès 2010 en Australie, où la réglementation sur les visas est similaire à celle du Canada.
  - Le Congrès 2008 risque de connaître un léger déficit financier, dû notamment au nombre moins élevé que prévu de délégués des Etats-Unis.
  - Le Congrès 2007 avait fait l'objet d'une enquête de satisfaction, dont les résultats ont été publiés dans l'*IFLA Journal* de juin 2008.
  - Le Congrès 2008, ainsi que ses conférences satellites, feront l'objet d'enquêtes de satisfaction similaires. Les exposants seront également invités à répondre à une enquête de satisfaction.
- Revoir la structure interne de l'IFLA.
  - La réflexion et le processus de consultation ont été poursuivis après le congrès 2007 ; la nouvelle organisation sera mise en place à compter de 2009.
- Développer le recrutement de nouveaux membres :
  - L'apogée numérique de l'IFLA a été atteinte en 2001 ; depuis cette date, une diminution légère mais régulière a été constatée. Aujourd'hui, l'IFLA compte 1571 membres dans 145 pays. L'IFLA souhaite développer une nouvelle stratégie de

---

<sup>7</sup> [http://www.ifla.org/I/whatsnew/new-website\\_2008-08-19.htm](http://www.ifla.org/I/whatsnew/new-website_2008-08-19.htm).

recrutement, intitulée « Plan 3R : Recruit, Retain, Rejuvenate » (Recruter, retenir, rajeunir)

#### ■ Bilan financier :

L'IFLA a connu en 2007 (année civile) un bénéfice important, de 71K€ Ses réserves financières sont de l'ordre de 600K€ Un audit mené au début 2008 a ainsi fait apparaître des commentaires très positifs sur la solidité du budget de l'association. Néanmoins, une question a été soulevée par l'Assemblée générale, concernant l'adéquation des priorités budgétaires aux priorités stratégiques de l'IFLA : le trésorier ainsi que la présidente ont indiqué que l'IFLA étudierait une nouvelle présentation du budget en fonction des priorités stratégiques retenues.

### 3. Questionnements et perspectives

Les deux principaux éléments à retenir de l'actualité de l'IFLA en 2008 sont :

- l'engagement croissant de l'IFLA dans un processus de lobbying en faveur des bibliothèques, qui se traduit par :
  - le thème de la présidence de Claudia Lux, « Libraries on the Agenda » (« Mettre les bibliothèques à l'ordre du jour », sous-entendu : « des préoccupations des décideurs et financeurs »),
  - la poursuite de l'engagement dans le processus du SMSI,
- le souci de diversifier les sources de financement.

### 4. La présence de la francophonie

La France, avec 112 représentants sur les quelques 3000 délégués participant au congrès, se classait au troisième rang des pays les plus représentés, derrière le Canada et les Etats-Unis : cette forte présence s'explique avant tout par le caractère francophone de la ville hôte du congrès.

Comme les autres années, la délégation française était très diverse, avec des professionnels issus des divers types de bibliothèques : universitaires, de lecture publique, associations professionnelles, BnF, BpI, ENSSIB, ABES, etc.

#### ■ Le caucus francophone

Le caucus francophone a attiré cette année environ 150 personnes. La présence francophone totale pendant le congrès était cependant supérieure, sans doute comprise entre 300 et 400 personnes.

Deux points ont été essentiellement abordés : le bilan et les conclusions du congrès de l'AIFBD, et les évolutions de l'association ; les orientations prévisibles de l'IFLA pour les années à venir. Sur le premier point, je renvoie le lecteur à mon compte-rendu du congrès de Montréal (voir ci-dessus). Sur le second, Pascal Sanz, membre français du Conseil d'administration de l'IFLA a indiqué que l'IFLA entend se positionner sur les axes suivants :

- la convergence des bibliothèques avec les organisations et institutions culturelles, musées, archives et audiovisuel, sur toutes les dimensions communes (normes, formats, interopérabilités, etc., mais aussi les aspects politiques) ;
- le développement durable et le rôle des bibliothèques pour diffuser cette culture écologique ;
- le contrôle de l'accès à internet par les autorités politiques, et notamment la conservation des données personnelles des usagers par les bibliothèques.

L'important serait sur tous ces axes, ainsi que sur les priorités de l'IFLA, que les francophones puissent déterminer des positions communes pour parler d'une seule voix au sein de l'association ; il est rappelé que 2009 sera une année d'élections au sein de l'IFLA, et que les candidatures de francophones sont à encourager et soutenir.

Il est enfin rappelé l'importance du Prix de la Fondation Bill & Melinda Gates pour l'accès au savoir, doté chaque année d'un million de dollars américains, qui vise à récompenser et encourager les initiatives d'accès à la connaissance dans les pays en développement et auprès des publics défavorisés. Si cette année le prix a été accordé à une initiative mexicaine, 22 dossiers de candidatures sur les 170 reçus sont issus de pays francophones. Néanmoins, la qualité de ces dossiers francophones reste souvent insuffisante, soit par manque de clarté, soit parce que l'organisme porteur du projet n'a pas démontré sa capacité à pouvoir gérer une manne financière de cette ampleur.

#### ■ L'IFLA Express

Comme chaque année est paru pendant le congrès le petit journal quotidien *IFLA Express*. Grâce aux collègues québécois, la qualité de la publication, tant du point de vue des conditions matérielles de réalisation que des contenus, a été particulièrement remarquable. Les numéros de l'*IFLA-Express* sont consultables sur les sites de l'IFLA et du comité français IFLA.

## II. L'activité des sections

Au cours du congrès annuel, les sections de l'IFLA se réunissent à deux reprises, la veille de l'ouverture officielle et le lendemain de la clôture du congrès. Il s'agit de réunions de travail, où se décide la vie interne de la section : élection du président, du secrétaire, du chargé de la coordination de l'information ; définition de la politique de la section vis-à-vis de l'IFLA ; élaboration et bilan des conférences et ateliers organisés par la section au cours du congrès et des congrès futurs ; suivi des autres projets de la section (tels l'élaboration et la publication de guides, directives et normes). J'ai cette année suivi, comme simple observateur, les activités des sections suivantes :

- Section « Bibliothèques universitaires et de recherche » (section n°2)
- Section « Bibliothèques de sciences sociales » (section n°5)

### 1. Section « Bibliothèques universitaires et de recherche » (section n°2 - <http://www.ifla.org/VII/s2/index.htm>)

La France est représentée par Marie-Dominique Heusse, directrice du SICD de Toulouse et présidente de l'ADBU (jusqu'en septembre 2008).

Outre les points classiques de l'ordre du jour (approbation du compte-rendu des réunions du congrès 2007 ; bilan de la conférence satellite sur les consortia de bibliothèques ; présentation du programme d'activité de la section pour le congrès 2008), la première séance a permis aux personnes présentes, membres élus au comité ou simples observateurs, de se faire connaître ainsi que leurs axes de travail principaux au cours de l'année écoulée. La diversité des expériences évoquées constitue un aperçu très éclairant sur la variété des domaines d'intervention actuels des bibliothèques universitaires. Je choisis ici de n'en présenter que quelques uns, de manière très synthétique :

- Bibliothèque de l'université de Bergen (Norvège) : création d'une archive institutionnelle ; projet concernant la conservation des ressources électroniques ; travail avec les chercheurs sur les questions de l'accès aux ressources électroniques et de l'Open Access ;
- Bibliothèque de l'université de Columbia (Etats-Unis) : création de centres de recherche implantés au sein de la bibliothèque, sur les collections spécialisées ou le copyright notamment ;
- Association des bibliothèques de recherche canadiennes : travail sur la préservation des données numériques ;
- Bibliothèque du Land de Bavière (Allemagne) : projet de numérisation avec Google ; implication dans le système des licences nationales en Allemagne ; enquête sur l'impact de la bibliothèque sur l'activité et la réussite universitaire et scientifique en Bavière ; adaptation des services de la bibliothèque aux évolutions de l'internet ;
- Bibliothèque universitaire de Casablanca (Maroc) : introduction des ressources électroniques dans les services de la bibliothèque ;
- ADBU (France) : travail sur le copyright en négociation avec les éditeurs ; enquêtes sur les moyens des bibliothèques, et de benchmarking européen ; implémentation de Libqual + ; travail de lobbying, et projet d'étude comparative sur la position de directeur de bibliothèque universitaire.

Les autres éléments à retenir des deux réunions de la section sont les suivants :

- En parallèle de la conférence satellite de Montréal sur les consortia de bibliothèques, la section a lancé le 1<sup>er</sup> août 2008 une enquête en ligne visant à identifier au niveau international les consortia et programmes collaboratifs en matière de bibliothèques et documentation scientifique. Cette enquête annoncée sur la liste de diffusion de la section et dénommée « Global Consortia Survey », a permis en une semaine de recueillir plus de 300 réponses. Ouverte jusqu'au 27 septembre 2008<sup>8</sup>, elle fera l'objet d'une synthèse rédigée par la section, et publiée soit dans le prochain bulletin de liaison de la section, soit dans un document indépendant.
- La section co-sponsorisera la principale conférence satellite au congrès IFLA 2009 à Milan, intitulée « Libraries as Places and Spaces » et qui se tiendra à Turin du 19 au 21 août 2009.
- Les thèmes retenus pour les conférences de la section à l'occasion du congrès de Milan seront d'une part : une session d'échanges informels en sous-groupes autour de tables rondes, comme ces deux dernières années (« hot-topic session » ou « mentoring session ») ; une session sur « Numérisation et copyright », en liaison avec CLM ; une session avec la section Management & Marketing, portant sur « Planifier les bibliothèques du futur » : l'objectif serait d'inviter certaines personnalités à réfléchir à la question de la place des bibliothèques d'ici une dizaine d'années ; une session sur le management des données primaires de la recherche pourrait être organisée au congrès de Brisbane en 2010.
- La section accepte la proposition de la section « Evaluation et statistiques », de co-sponsoriser la création d'un nouveau Groupe d'intérêt spécial (*Special Interest Group* – SIG) intitulé « e-metrics », qui se concentrera sur les statistiques des documents numériques.

## 2. Section « Bibliothèques de sciences sociales » (section n°5 - <http://www.ifla.org/VII/s5/index.htm>)

La France est représentée par Laurence Fioux, conservatrice à la BDIC. Je n'ai assisté qu'à la seconde réunion, celle de fin de congrès. Celle-ci a permis d'aborder le bilan de la session organisée par la section pendant le congrès, et consacrée aux portails scientifiques en sciences sociales. La seconde partie de cette session de 4 heures étant consacrée à la présentation de projets francophones (les Classiques des sciences sociales ; ERUDIT / Synergies ; Persee ; CAIRN), les interventions se sont déroulées en français : la traduction vers l'anglais ayant apparemment été très mauvaise, les membres du comité ont regretté n'avoir pu saisir tout le sens des présentations.

Cette réunion a également porté sur les thèmes pour la conférence de Milan. La section envisage de proposer une session qui pourrait être consacrée à la convergence des sciences sociales avec les bibliothèques, archives et musées, dans le domaine de la conservation du patrimoine culturel (titre possible : « Convergence of social sciences with archives, museums and libraries in the preservation and understanding of cultural heritage »).

---

<sup>8</sup> Le questionnaire est accessible à l'adresse :

[http://www.surveymonkey.com/s.aspx?sm=kjGxkGVZ\\_2bp6z5c5zhDYH\\_2fQ\\_3d\\_3d](http://www.surveymonkey.com/s.aspx?sm=kjGxkGVZ_2bp6z5c5zhDYH_2fQ_3d_3d).

### III. Les conférences et ateliers

Les conférences et ateliers représentent la majeure partie d'un congrès IFLA. Ils s'organisent autour de séances de 2 heures, parfois de 4 heures, auxquelles chaque participant peut assister librement<sup>9</sup>.

#### 1. Séance UNESCO (n°70)

Depuis quelques années, l'IFLA consacre deux heures de son congrès annuel à la présentation de sa collaboration étroite avec l'UNESCO. Cette collaboration s'effectue notamment par l'intermédiaire des programmes Education pour tous et Information pour tous de l'UNESCO. Comme les années précédentes, c'est M. Abdul Wahid Khan, Directeur général adjoint pour la communication et l'information à l'UNESCO, qui a pris la parole pour présenter l'action de son organisation en faveur des bibliothèques et de l'accès à l'information. L'un des principaux axes de collaboration entre l'UNESCO et l'IFLA porte sur la formation à l'information, via la section Information literacy de l'IFLA. Dans ce cadre, cette dernière avait ainsi lancé en 2006 un concours international visant à définir un logo visuel désignant l'« information literacy » : les résultats de ce concours furent présentés au cours de cette session.

Le logo retenu par un panel international d'experts est le fruit du travail d'un jeune graphiste cubain<sup>10</sup>. Téléchargeable et réutilisable librement et gratuitement, ce logo doit permettre une meilleure visibilité des projets touchant à la maîtrise de l'information, et à la diffusion de ce concept dans la société toute entière. Ce logo est le suivant :



Toutes les institutions, tous les projets, conférences, publications, etc. portant sur le sujet de l'Information literacy sont invités officiellement par l'IFLA et l'UNESCO à utiliser ce logo dans leurs supports de communication.

L'intervention de M. Khan fut suivie par un discours de la présidente de l'IFLA, Claudia Lux, sur le thème « Libraries on the Agenda & sustainability ». Ce discours était une illustration du thème de sa présidence, à savoir « mettre les bibliothèques à l'ordre du jour ». Ce thème se décline notamment par l'implication croissante de l'IFLA dans des organisations internationales telles l'UNESCO, mais aussi l'Organisation mondiale du commerce ou l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, sans oublier naturellement le processus du SMSI déjà évoqué. La survie des bibliothèques se joue peut-être aujourd'hui, et une défense et promotion active et déterminée doit permettre d'assurer cette survie de nos institutions sur le long terme. Dans cette optique, l'IFLA se voit comme leader d'un rapprochement des différentes institutions culturelles que sont bibliothèques, archives et musées. De même, l'alimentation de la base de données « Success stories » est à encourager pour démontrer tout le bénéfice qu'apportent au quotidien les bibliothèques aux citoyens<sup>11</sup>.

<sup>9</sup> Les numéros indiqués à côté du titre de la session correspondent à la numérotation définitive du programme en ligne : <http://www.ifla.org/IV/ifla74/Programme2008.htm>.

<sup>10</sup> <http://www.infolitglobal.info/logo/>.

<sup>11</sup> <http://www.tribalpixel.ch/ifla/index.php?lang=FR>.

## 2. Digital Preservation (n°84)

Au cours du congrès de Durban en 2007 s'était tenue une session hors programme officiel consacrée à la question de la préservation des données numériques. Cette année, cette session s'est vue reconduite et intégrée au programme officiel du congrès, témoignant de la place de première importance que revêt aujourd'hui cette problématique pour les bibliothèques.

Cette session de 4 heures s'est divisée en deux parties : la première était consacrée aux risques liés aux supports de l'information numérique ; la seconde, à l'état des lieux de la question dans certains pays. Les interventions, toutes très instructives, méritent d'être présentées une à une.

### ➤ Première partie : les risques liés aux supports

#### 2.1. Mona Jimenez (Université de New-York, Etats-Unis). *Interactive multimedia on CD-Rom: Risk assessment as preservation training.*

(<http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/084-Jimenez-en.pdf>)

Cette intervention a présenté la méthodologie employée dans le cadre d'un programme de recherche menée par l'Université de New-York, portant sur l'archivage et la préservation des images animées. Cette recherche s'appuie sur les collections d'images animées d'une bibliothèque de l'université (le centre Avery Fisher), et notamment d'un échantillon de 319 CD-roms produits entre 1990 et 1996.

Leur méthodologie s'est décomposée en deux étapes, elles-mêmes constituées de plusieurs sous-étapes.

La première étape est celle de l'étude de la collection (« Collection level assessment »), à travers les questions suivantes :

- Quels sont les types de supports présents ?
- La conservation de ces documents est-elle une mission de l'établissement ?
- Les documents ont-ils une valeur patrimoniale / archivale ?
- Peut-on / doit-on transférer ces collections à une autre institution davantage compétente et responsable ?
- Existe-t-il nativement des métadonnées liées à ces documents ? Lesquelles ?
- Pour quels dispositifs de lecture ces documents ont-ils été créés ?
- Quels étaient les éditeurs des contenus ?
- Quelles technologies ont-elles été employées ?

La seconde étape est celle de l'étude fine au niveau des documents eux-mêmes (« Item level assessment »). L'intervenante souligne ici l'importance de l'environnement de consultation prévu à l'origine, ainsi que celle de retrouver tous les fichiers cachés dans le CD-rom original.

Le texte de la communication détaille les étapes de la démarche et l'implication de l'évaluation technologique d'une collection audiovisuelle en vue de sa préservation à long terme.

2.2. Rory McLeod (British Library, Royaume-Uni). *Risk carriers – The risks faced to hand held media.*

(<http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/084-McLeod-en.pdf>)

La British Library a défini des priorités vis-à-vis des documents ou types de documents à préserver. Dans ce cadre, les risques liés aux supports physiques ont été jugés comme très élevés. C'est pourquoi une étude a été lancée en 2007 (après une étude précédente menée en 2003) portant sur l'évaluation des collections présentes, la nature des supports et des risques encourus pour la perte d'information. A l'issue de cette étude, la BL sait désormais quels sont les risques principaux et quelles sont les démarches les plus urgentes à entreprendre.

La démarche suivie dans le cadre de cette étude est celle d'une « collection level assessment » : identifier les collections, identifier les conditions de conservation de ces collections, identifier les risques, identifier les logiciels et matériels nécessaire à la lecture de ces documents. Les risques identifiés ont ensuite été catégorisés (détérioration des supports physiques, obsolescence technique, obsolescence des formats de fichiers, obsolescence des outils de consultation, etc.) avant d'être classés en fonction de l'« intensité » du risque existant. Ainsi, la dégradation du support a-t-elle été classée en risque 8 (le plus élevé), suivi par l'obsolescence des supports (7), celle des formats de fichiers (6), des logiciels (5), etc.

Au final, cette étude a permis de confirmer la stratégie de la BL, consistant en un transfert des contenus vers des disques durs afin de limiter les risques de perte d'information liés à la dégradation des supports. La BL s'est à cette fin dotée d'un Centre pour la préservation numérique.

2.3. Colin Webb (Bibliothèque nationale d'Australie). *Media matters: developing processes for preservation of physical format digital material at the National Library of Australia.*

(<http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/084-Webb-en.pdf>)

Dès 2003, la BNA a procédé à une évaluation générale des risques liés à ses collections numériques. La solution retenue a été celle d'un transfert des données depuis les supports originaux vers des serveurs de stockage de masse, grâce au développement d'un workflow pertinent permettant notamment l'ajout de métadonnées compatibles avec PREMIS 2. Ce workflow doté de services web est désormais intégré dans le processus normal de traitement documentaire de la bibliothèque. Dénommé Prometheus, il est disponible sur Sourceforge<sup>12</sup>.

La formation du personnel constitue un élément important de la réussite du processus : un guide d'accompagnement en ligne (nommé MediaPedia), présentant toutes les caractéristiques des différents supports pouvant être rencontrés, a été rédigé à l'intention des personnels non spécialisés pour les aider dans leur tâche de traitement documentaire.

L'intervenant souligne également la nécessité de constituer de véritables bibliothèques de logiciels et matériels (« libraries of hardware and software ») : la NLA y travaille actuellement, quand à Sydney existe déjà un musée de l'ordinateur.

2.4. Daisy Abbot (Digital Curation Center, Royaume-Uni). *Ingest strategies for digital libraries: the challenges of handling portable objects.*

---

<sup>12</sup> <http://sourceforge.net/projects/prometheus-digi/>.

[http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/084-Rusbridge\\_Ross-en.pdf](http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/084-Rusbridge_Ross-en.pdf)

La dernière intervention de la première partie a présenté un projet similaire conduit en Ecosse à l'université de Glasgow, et plus précisément au « Humanities Advanced Technology and Information Institute » de cette université. Centrée sur les aspects méthodologiques, elle a également mis en lumière les nombreux problèmes rencontrés dans le processus de migration des données sur support mobile vers des serveurs de stockage de masse. Je renvoie au texte de la présentation, très détaillé, pour des informations complémentaires.

➤ Deuxième partie : l'état de la question de la préservation numérique dans certains pays

2.5. Reinhard Altenhöner (Bibliothèque nationale d'Allemagne). *Implementing a cooperative long-term preservation infrastructure solution for heterogeneous institutions. Report on activities in progress in Germany.*

<http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/084-Altenhoener-en.pdf>

Cette communication fait suite à celle présentée lors du congrès IFLA précédent à Durban, faisant le point sur l'état de l'implémentation d'une véritable stratégie de conservation numérique répartie en Allemagne. A la suite du programme KOPAL<sup>13</sup>, auquel participaient essentiellement la Bibliothèque nationale et la bibliothèque du Land et universitaire de Göttingen, se constitue actuellement un réseau d'institutions (bibliothèques, universités, archives) ayant un intérêt commun à la préservation de leurs données numériques. L'objectif de ce réseau, qui doit se comprendre également dans le cadre de la loi sur le dépôt légal du web prise en 2006, est de créer une véritable infrastructure répartie entre de multiples institutions, notamment celles ayant des dépôts d'archives ouvertes et institutionnelles, en partageant les compétences en termes notamment de types de documents à conserver. Comme souvent en Allemagne, cette solution vise à remédier à l'éclatement fédéral et à mutualiser les coûts.

2.6. Margaret Low (California Digital Library, Etats-Unis). *Infrastructure models used by California Digital Library' Preservation Projects.*

<http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/084-Low-en.pdf>

La Bibliothèque numérique de Californie (California Digital Library<sup>14</sup>), administrée par l'Université de Californie, est à la fois un portail d'accès à de l'information scientifique, et un programme de recherche dans le domaine de l'administration, de la création et de la conservation des données numériques, notamment scientifiques. L'intervention est ici centrée sur l'architecture technologique de la CDL, fondée sur une séparation des modules et des services.

2.7. Andrea Japzon (Université Drexel, Etats-Unis). *A model of digital preservation infrastructure that connects individuals to libraries.*

<http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/084-Japzon-en.pdf>

---

<sup>13</sup> <http://kopal.langzeitarchivierung.de/index.php.de>.

<sup>14</sup> <http://www.cdlib.org/>.

L'intervenante présente ici son travail de thèse, consacré aux réponses apportées par les bibliothèques publiques à la question de la conservation des données numériques produites par les citoyens individuels. Sur internet existent de multiples plateformes d'organisation et de conservation des documents produits par les citoyens (YouTube, Flickr par exemple) ; or ces plateformes sont produites par des services commerciaux privés, et les institutions publiques que sont bibliothèques et archives ne proposent généralement rien sur ce point aux communautés qu'elles ont la mission de servir.

La démarche de recherche d'A. Japzon repose sur l'hypothèse de la création de « co-created community repositories » (que l'on pourrait traduire par « dépôts communautaires collaboratifs ») gérés par la bibliothèque municipale. Elle a mené une enquête visant à déterminer si l'application d'un tel modèle serait acceptée par les bibliothèques et par les autorités responsables. En réalité, cette enquête a permis de montrer que 70% des bibliothèques interrogées avaient inclus au sein de leurs collections numériques des documents à la demande de leurs usagers. Néanmoins, parmi les problèmes que soulèverait ce dispositif, figurent les moyens disponibles dans les bibliothèques, la perception des citoyens vis-à-vis de la bibliothèque, la question du droit d'auteur et celle du respect de la vie privée.

Deux interventions de la salle ont permis de mentionner l'existence d'expériences comparables, dans l'Etat d'Ontario au Canada, où un regroupement de musées, archives et bibliothèques a réalisé une application logicielle permettant le dépôt de documents numériques par les citoyens eux-mêmes, et au Pays de Galles, où la bibliothèque nationale inclut dans ses collections les documents numériques créés par les citoyens dans l'optique de sa mission de préservation du patrimoine national et de valorisation de l'histoire locale.

2.8. Christian Lupovici (Bibliothèque nationale de France). *Digital preservation at the BnF: a technical and organisational overview.*

([http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/084-Bermes\\_Carbone\\_Ledoux\\_Lupovici-trans-fr.pdf](http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/084-Bermes_Carbone_Ledoux_Lupovici-trans-fr.pdf))

Afin d'assurer la préservation à long terme de ses documents numériques, issus soit des opérations de numérisation soit du dépôt légal des ressources numériques et du web, la BnF développe actuellement un Système de Préservation et d'Archivage Réparti (SPAR). L'intervention présente le fonctionnement de SPAR, sur 8 modules centraux et 7 modules périphériques. Je renvoie à l'intervention ainsi qu'au site de la BnF<sup>15</sup> pour plus de précision sur le projet.

2.9. Pam Armstrong (Bibliothèques et archives Canada). *Library and archives Canada: towards a trusted digital repository.*

(<http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/084-Armstrong-en.pdf>)

L'institution d'un réseau distribué de centres d'archivage numérique à travers le pays a été pensée au Canada dès 2005, dans le cadre d'une stratégie nationale pour l'information numérique. Au cœur de ce dispositif, Bibliothèques et Archives du Canada a développé sa propre infrastructure de préservation de l'information numérique, intitulée « Trusted Digital Repository », afin d'assurer au mieux sa mission de préservation du patrimoine numérique national. La première étape a été de mettre en œuvre un « Virtual Loading Dock », ou interface de chargement des données, devant en priorité être utile au basculement des données

---

<sup>15</sup> [http://www.bnf.fr/pages/infopro/numerisation/num\\_spar.htm](http://www.bnf.fr/pages/infopro/numerisation/num_spar.htm).

numériques produites par les institutions gouvernementales et administratives canadiennes, ainsi qu'au dépôt légal des ressources électroniques.

Ce projet s'inscrit donc dans une stratégie numérique nationale à laquelle participent d'autres institutions, notamment universitaires, et initiatives : ainsi le projet Synergies, piloté par l'université de Montréal, dans le domaine des sciences humaines et sociales, ou Canadiana.org, bibliothèque numérique nationale canadienne. L'objectif à terme est bien de créer à terme un réseau de « Trusted Digital Repositories » certifiés au niveau national.

2.10. Steve Knight (Bibliothèque nationale de Nouvelle-Zélande). *From theory to practice: digital preservation at the National Library of New-Zealand.*

<http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/084-Knight-en.pdf>

La démarche retenue par la Nouvelle-Zélande est similaire à celle choisie au Canada, à savoir l'adoption dès 2003 d'une stratégie nationale numérique (revue en 2008), autour notamment d'une « National Digital Heritage Archive » ou « Archive numérique patrimoniale nationale » pilotée par la bibliothèque nationale. Comme au Canada, une application a été développée dès les débuts du projet, pour faciliter le versement dans la base des documents numériques (application dénommée INDIGO).

Cette démarche pose un certain nombre de questions d'ordre organisationnel, soulignées par l'intervenant : l'adaptation de l'organisation aux nouveaux besoins liés à la mission de préservation de l'information numérique ; la nécessité de former les personnels à cette mission ; l'intégration de celle-ci aux autres services traditionnels de la bibliothèque. L'attention du public est également attirée sur le caractère crucial de la protection des données sauvegardées contre des intrusions ou attaques extérieures, via des pare-feux et antivirus performants.

La conclusion de cette session très riche et dense, souligne que la préservation numérique sera au cœur du métier de bibliothécaire d'ici 5 ans. En effet, ce sont bien les contenus qui sont au cœur de notre action, et non le fait de cataloguer ces contenus. De plus en plus de contenus numériques sont créés par les citoyens, et les bibliothèques doivent développer une compétence dans la conservation de ces contenus. Le besoin d'évaluer et certifier la qualité des outils et dispositifs mis en place dans ce but est indispensable, et la collaboration internationale est incontournable pour l'adoption de ces standards et méthodes communs.

Enfin, la conservation numérique doit être considérée par les bibliothèques dans le cadre général de l'amélioration de l'accès aux contenus qu'elle a la mission de conserver.

### 3. Groupe de travail IFLA sur les bibliothèques numériques (n°94)

Un groupe de travail sur les bibliothèques numériques a été mis en place par l'IFLA à l'occasion du congrès de Durban en 2007. Ses deux objectifs sont, d'une part, d'établir des « guidelines » ou « mode d'emploi » pour la constitution de bibliothèques numériques, pouvant servir au niveau mondial dans des projets de bibliothèques numériques, et d'autre part, de rédiger un manifeste IFLA / UNESCO sur les bibliothèques numériques. Cette création s'inscrit notamment dans le cadre du projet de World Digital Library piloté par la Bibliothèque du Congrès et présenté à l'Unesco en novembre 2007.

Les experts qui constituent le groupe de travail, sous la direction de la présidente de l'IFLA elle-même, Claudia Lux, proviennent de plusieurs pays :

Allene Hayes, Bibliothèque du Congrès (Etats-Unis) ; Jaesun Lee, BN de Corée du Sud ; Catherine Lupovici, programme Bibliothèque numérique européenne – Europeana ; Claudia Lux, Zentral- und Landesbibliothek Berlin (Allemagne) / IFLA ; Dale Peters, université KwaZulu (Afrique du Sud) ; Michelle Rago Bibliothèque du Congrès (Etats-Unis) ; Winston Roberts, BN de Nouvelle-Zélande ; Ingeborg Verheul, IFLA (Pays-Bas) ; Simone Vieira Bastos, Bibliothèque du Sénat fédéral (Brésil) ; Marcia Zeng, Université de Kent State (Etats-Unis) ; John Van Oudenaren, Bibliothèque du Congrès (Etats-Unis).

Les termes du Manifeste IFLA / UNESCO, qui porte essentiellement sur la numérisation du patrimoine, ont été approuvés par le Conseil d'administration de l'IFLA en décembre 2007, avant d'être envoyés à l'UNESCO en avril 2008 : la prochaine conférence générale de l'UNESCO devrait se prononcer sur ce texte avant de l'approuver. Le contenu de ce texte n'est pour l'instant pas diffusé en ligne.

Les Guidelines sont actuellement en cours de rédaction, sous la coordination de Winston Roberts. Les recommandations qui y seront faites ont comme objectifs d'aider les bibliothèques à construire leur propre bibliothèque numérique, à coopérer avec les autres institutions culturelles, et à diffuser les connaissances issues d'expériences réussies. Destinées à la fois aux professionnels, dans le monde entier, ainsi qu'aux décideurs et financeurs, ces recommandations doivent être suffisamment flexibles pour autoriser différents modèles de bibliothèques numériques, et ne pas être trop orientées culturellement. Une première version du texte devrait être publié sur le site de l'IFLA avant la conférence de Milan : les membres de l'IFLA seront alors invités à donner leurs commentaires.

Parmi les chapitres qui constitueront ce guide, seront traités : la sélection des documents, le droit d'auteur, les modèles économiques, la préservation des contenus, les métadonnées, les services associés, les ressources humaines, la certification des documents pour en garantir l'authenticité et l'origine.

L'IFLA est preneuse d'exemples de bonnes pratiques et de bibliothèques numériques réussies : les porteurs de projets peuvent ainsi écrire à [ingeborg.verheul@ifla.org](mailto:ingeborg.verheul@ifla.org).

#### 4. « Gérer les bibliothèques dans un monde changeant : aspects légaux, techniques et organisationnels » (n°107)

Cette séance, organisée conjointement par les sections « Management et Marketing », « Statistiques et évaluation », et « Théorie et recherche », s'est révélée extrêmement diverse du point de vue des thèmes des communications, au détriment de la cohérence d'ensemble.

- 4.1. Ricardo Gomez et Christopher Coward ((Université de Washington à Seattle, Etats-Unis). *Libraries, telecentres & cybercafés: a study of public access venues around the world.*

([http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/107-Coward\\_Gomez\\_Ambikar-en.pdf](http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/107-Coward_Gomez_Ambikar-en.pdf))

Cette communication a présenté le résultat de deux projets de recherche : le premier portant sur l'analyse des points d'accès à l'information dans les pays en développement, et le second sur l'impact des TIC sur le développement économique et social des pays<sup>16</sup>. L'intérêt principal du premier projet, pour lequel je renvoie au texte en ligne, serait sans doute dans la démonstration que la perception qu'ont les autorités politiques et les citoyens des différents lieux d'accès à l'information (cybercafés, bibliothèques, etc.) est sans doute l'élément essentiel expliquant leur fréquentation ou non de ces lieux. Les usages jugés légitimes / illégitimes de chacun de ces lieux contribuent également à expliquer la sociologie de leurs publics, alors que le « facteur cool » explique que les gens recherchent avant tout un endroit pour être avec leurs amis, ou pour discuter avec eux. Dans ce cadre se posent un certain nombre d'opportunités ou de difficultés pour les bibliothèques, que l'intervenant ne développe pas plus avant.

Quant au projet IPAI, il s'agit d'un projet international prévu sur 5 ans et couvrant une dizaine de pays, fondé sur des études qualitatives et quantitatives. Projet se voulant ouvert, il rendra accessible librement sur son site les données issues de ces études, afin que celles-ci puissent être réutilisées dans d'autres projets de recherche.

- 4.2. Gildas Ilien (BnF). *L'archivage d'Internet, un défi pour les décideurs et les bibliothécaires: scénarios d'organisation et d'évaluation L'expérience du consortium IIPC et de la BnF.*

(<http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/107-Illien-fr.pdf>)

La deuxième intervention n'avait rien à voir avec la première, puisqu'elle portait sur l'archivage de l'internet, à travers l'expérience de la BnF et du Consortium International pour la Préservation d'Internet (IIPC). La présentation était centrée sur l'enjeu de l'introduction de la logique de conservation de l'internet dans les missions des bibliothèques nationales, et sur les modalités d'évaluation de cette activité. Après une introduction à l'histoire de l'archivage du web, ainsi qu'à celle du programme de la BnF en particulier, l'intervenant présente d'une part les enseignements essentiels issus de cette expérience (nécessité d'élaborer une stratégie organisationnelle au niveau de l'établissement, et de mobiliser l'ensemble des services ; besoin de travailler à l'échelle du web ; etc.), ainsi que les indicateurs retenus pour mesurer l'activité (nombre de fichiers, d'URL, poids des données archivées en TB, répartition des types de fichiers, coût rapporté à l'utilisation, etc...). Je renvoie au texte ainsi qu'au site de la

---

<sup>16</sup> Projet IPAI, « Investigating the Social & Economic Impact of Public Access to Information & Communication Technologies », <http://www.ipairesearch.org>.

BnF pour plus d'information, mais je reprends ici la conclusion principale de Gildas Ilien : « Les fichiers du Web sont des documents et constituent des collections. La collecte du Web à grande échelle s'apparente à du dépôt légal, les captures sélectives à des acquisitions. L'archivage numérique des données correspond à leur conservation et à leur magasinage. L'accès aux archives s'intégrera aux pratiques de consultation et de recherche. C'est pour les mêmes raisons qu'il n'y a pas lieu d'isoler les équipes en charge de cette nouvelle activité mais qu'il faut viser à leur intégration et à leur banalisation dans les organigrammes existants ».

4.3. David McMenemy (Université de Strathclyde à Glasgow, Ecosse). *Measurement of library services, to quantify or to qualify?*

(texte non disponible en ligne)

L'Ecosse dispose d'une culture de l'évaluation forte depuis les années 1980. Très récemment, en 2007, le « Scottish Library & Information Council » (Conseil écossais des bibliothèques et de l'information) a édicté une « Public Library Quality Improvement Matrix », ou méthodologie d'amélioration de la qualité des bibliothèques publiques. Cette méthodologie, fondée sur 7 indicateurs qualité, est appliquée aujourd'hui par toutes les bibliothèques publiques d'Ecosse<sup>17</sup>.

4.4. Tord Hoivik (Université d'Oslo, Norvège). *Count the traffic. What do users do at the library?*

(<http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/107-Hoivik-en.pdf>)

Cette intervention intéressante a présenté une méthodologie de comptabilisation des activités réelles des usagers des bibliothèques. Le principe en est simple, à savoir la déambulation dans les espaces de la bibliothèque afin de comptabiliser précisément ces activités. Pour cela, deux conditions sont nécessaires.

Tout d'abord, il faut établir une grille précise d'évaluation, basée : sur les différentes zones de la bibliothèque (salles de lecture, couloirs, espace multimedia, espace détente, bureau de renseignement, etc.) ; sur les activités pré-identifiées qui sont sensées s'y exercer (détente, travail, circulation, etc.) ; sur la manière d'exercer ces activités (seul, en groupe, avec ou sans ordinateur, debout, assis, etc.).

Enfin, les observations doivent être effectuées régulièrement, et plusieurs fois par jour.

L'exemple pris est celui d'une bibliothèque publique dans laquelle cette méthodologie a été appliquée, mais celle-ci peut tout aussi bien être adaptée aux bibliothèques universitaires. La conclusion essentielle est que cette méthodologie peut permettre d'évaluer les activités réelles de la bibliothèque, et que, surtout, les statistiques de prêt, utilisées de plus en plus souvent au Royaume-Uni pour justifier la fermeture de bibliothèques pour lesquelles cette activité semble en baisse, ne disent absolument rien sur l'utilisation réelle de la bibliothèque par ses usagers.

4.5. Marina Mihalic (Bibliothèque nationale et universitaire de Zagreb, Croatie). *Visualising and defining effective library systems: Croatian academic libraries.*

(<http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/107-Mihalic-en.pdf>)

---

<sup>17</sup> <http://www.slainte.org.uk/Slic/plqim/plqimindex.htm>.

La cinquième intervention de cette session a retracé l'histoire de la constitution du réseau croate des bibliothèques universitaires, et notamment de la réorganisation de la Bibliothèque nationale et universitaire de Zagreb, qui est une partie de l'université de Zagreb. Cette réorganisation a notamment pu se faire par l'intermédiaire d'un projet européen et avec l'aide de la bibliothèque de l'université de Göttingen, de la BN de Finlande, et de la bibliothèque royale du Danemark. Elle a touché les 55 bibliothèques de l'université de Zagreb, dont la BNU, en implémentant un SIGB commun, un centre de formation continu, des procédures et workflows standardisés, avec en parallèle au niveau national, la création d'un consortium des BU croates.

4.6. Vesna Vuksan (BM de Belgrade, Serbie). *At the crossroads: library and technology*.

(<http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/107-Vuksan-en.pdf>)

Je n'ai pas assisté à cette communication : je renvoie donc au texte en ligne.

5. « La science à travers les bibliothèques : fourniture d'information scientifique et technologique dans différents environnements » (n°109)

Au cours de cette session, organisée par la section « Bibliothèques de sciences et de technologie », ont été présentés successivement : deux initiatives d'importance internationale, une expérience locale, une pratique personnelle. L'intérêt pour nous s'est surtout concentré sur les deux initiatives internationales.

- 5.1. Walter Warwick (Bureau de l'information scientifique et technique, Ministère fédéral de l'Energie, Etats-Unis). *WorldWideScience.org – the Global Science Gateway: bringing the world's science to all corners of the globe.*

(<http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/109-Warnick-trans-fr.pdf>)

La première d'entre elles est le programme WorldWideScience. Un accord entre le Département américain de l'énergie et la British library, en janvier 2007, a lancé ce programme dont la première étape fut l'ouverture du portail WorldWideScience.org<sup>18</sup> dans le courant du mois de juin suivant. L'objectif de cette initiative est de proposer un accès fédéré aux principales bases de données de ressources scientifiques au niveau international. Une des conditions essentielles du programme consiste en ce que les ressources retenues soient issues de financements publics ou gouvernementaux : il n'est pas prévu d'y indiquer des ressources produites et pilotées par des éditeurs commerciaux. Actuellement, 32 de ces ressources, produites par 44 pays<sup>19</sup>, sont interrogeables via WorldWideScience.org. Il est prévu d'y ajouter progressivement d'autres ressources, et de diversifier les pays d'origine de ces ressources (afin d'attirer notamment la Chine et la Russie). Il pourrait être très intéressant que d'autres ressources françaises soient identifiées et interrogeables par WWS.

Afin de piloter ce programme, une alliance internationale s'est constituée : la signature de l'acte de fondation de la « WWS.org Alliance » s'est déroulée en juin 2008 à Séoul. L'INIST pour la France est membre et signataire de cette alliance.

- 5.2. Nancy E. Gwinn (Bibliothèque de la Smithsonian Institution, Etats-Unis) et Constance Rinaldo (Université Harvard, Etats-Unis). *The Biodiversity Heritage Library: sharing biodiversity literature with the world.*

(<http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/109-Gwinn-trans-fr.pdf>)

L'intervention suivante a porté sur l'évocation de la Biodiversity Heritage Library (Bibliothèque numérique de la biodiversité)<sup>20</sup>, qui est pour moi le projet le plus remarquable qu'il m'ait été donné de découvrir aux cours des conférences IFLA de ces dernières années.

Issu d'un processus commencé dès les années 1990 et s'étant accéléré à partir de 2002, le portail ouvert en 2007 donne aujourd'hui accès à de la littérature dans le domaine scientifique bien identifié, et pour lequel la durée de validité scientifique de l'information est extrêmement longue, de la biodiversité. Les documents disponibles sont numérisés à partir des collections des membres du projet, à savoir les principaux musées d'histoire naturelle des Etats-Unis ainsi que le Royal Botanic Gardens au Royaume-Uni. Le centre de pilotage du projet est basé

<sup>18</sup> <http://worldwidescience.org/>.

<sup>19</sup> Pour la France : [article@inist](mailto:article@inist).

<sup>20</sup> <http://www.biodiversitylibrary.org/>. Le blog du projet : <http://biodiversitylibrary.blogspot.com/>.

auprès des bibliothèques de la Smithsonian Institution, qui a contribué largement au financement initial du projet (environ 3 millions de dollars). Celui-ci bénéficie aussi du soutien d'un autre programme d'envergure mondiale, à savoir celui de l'Encyclopédie de la vie (Encyclopedia of Life<sup>21</sup>), dont la mission est de documenter toutes les formes de vie existant ou ayant existé sur terre.

Tous les documents numérisés sont diffusés en accès libre et gratuit. Outre les quelques 1,3 millions de notices bibliographiques issues des catalogues des institutions membres, sont accessibles aujourd'hui près de 7300 titres (dont près de 500 en langue française) représentant près de 20.000 volumes, soit au total plus de 8 millions de pages numérisées<sup>22</sup> ; 73% de ces collections sont des monographies, le reste étant essentiellement des périodiques numérisés<sup>23</sup> ; 63% sont en anglais ; 30% sont des documents publiés avant 1923. Les collections sont numérisées en modes image et texte, et le résultat de l'OCR est comparé avec le thésaurus de référence dans le domaine, « uBio Namebank »<sup>24</sup> afin d'en optimiser la performance.

Les perspectives de développement de la BHL sont très importantes, à savoir : le développement de l'OCRisation des documents numérisés ; l'ajout de nouvelles langues et de nouveaux contenus, le développement d'un outil de description des collections allant jusqu'au niveau de l'article ; et surtout la recherche de nouveaux partenaires dans d'autres pays. Une attention toute particulière est portée à l'Europe, où un projet a été soumis début 2008 dans le cadre du programme E-Content + de la Commission Européenne. Des partenaires allemands et néerlandais travaillent depuis plusieurs mois pour rejoindre cette initiative. La France, qui dispose de collections anciennes particulièrement remarquables dans ce domaine (nous pensons notamment aux multiples muséums d'histoire naturelle existant en France, et notamment à celui de Paris), se doit de participer elle-aussi à cette entreprise internationale, que l'on pourrait sans peine qualifier d'intérêt public.

- 5.3. Elisabeth Hester Greyling (Bibliothèque municipale d'eThekweni – Durban, Afrique du Sud). *An innovative ICT solution to steer rural communities to global understanding: a case study from Durban, South Africa.*

([http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/109-Greyling\\_Smith-en.pdf](http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/109-Greyling_Smith-en.pdf))

La troisième présentation a porté sur une expérience menée en Afrique du Sud, dans la région autour de la ville de Durban, visant à développer l'alphabétisation des populations défavorisées par le biais de l'informatique. Financée par le Ministère de l'éducation, le projet est inspiré de l'expérience indienne « Digital Doorway », qui repose sur le principe de laisser les gens s'autoformer sur des machines standardisées (avec contenus et logiciels libres) mises à leur disposition. L'expérience, remarquable pour son efficacité et l'enthousiasme qu'elle semble avoir suscité auprès des populations touchées, est présentée à l'adresse suivante : <http://digitaldoorway.org.za>.

- 5.4. Don MacMillan (Bibliothèque de l'université de Calgary, Canada). *Beyond the Bibliographic: making the most of free scientific and technical information.*

(<http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/109-MacMillan-en.pdf>)

---

<sup>21</sup> <http://www.eol.org/>.

<sup>22</sup> Statistiques au 26 septembre 2008.

<sup>23</sup> L'intervenante souligne ici que de nombreux éditeurs, enthousiasmés par le projet, autorisent facilement la numérisation et la diffusion de leurs périodiques.

<sup>24</sup> <http://www.ubio.org/index.php?pagename=namebank>.

Le dernier intervenant quant à lui a présenté son expérience de responsable de la formation des usagers de sa bibliothèque, dans le domaine des STM, en insistant notamment sur son enseignement concernant les brevets et dans une moindre mesure, la bio-informatique. Je renvoie au texte en ligne pour des éléments plus précis.

## 6. « Les relations internationales dans les organisations nationales » (n°121)

Cette session était organisée par un tout nouveau groupe d'intérêt spécial (SIG) intitulé « National Organisations & International Relations », sponsorisé par la section des bibliothèques nationales, et piloté par Kelly Moore (Canadian Library Association) et Michael Dowling (ALA). Ouverte à tous les congressistes, cette première réunion du SIG a connu une grande affluence, avec une cinquantaine de personnes présentes. La France était particulièrement bien représentée, puisque parmi les participants figuraient des représentants de la BnF, de la BpI, de l'INIST, de la Cité de la Villette, du CFI, de l'ABF et de la SDBIS.

Les objectifs initiaux ayant motivé la création de ce groupe sont essentiellement au nombre de 4 : le « réseautage » ou l'identification des institutions et personnes concernées et intéressées par une participation à ce groupe, et création d'un réseau d'experts ; l'échange des meilleures pratiques dans le domaine de la coopération internationale ; le développement d'outils pour faciliter la coopération internationale ; la promotion des relations internationales au sein de l'IFLA même. La discussion qui s'est ensuivie a essentiellement été consacrée au périmètre d'activité du groupe, et aux pistes de travail possibles. Parmi les idées avancées ou éléments soulignés figurent :

- la nécessité d'agir en direction des pays du sud pour aider ces pays à intégrer les réseaux professionnels internationaux ;
- le rôle possible du groupe comme relai d'information sur le processus du Sommet Mondial sur la Société de l'Information dans les différents pays représentés ;
- l'importance de convaincre autorités et collègues de l'intérêt professionnel et stratégique de s'inscrire dans la coopération internationale ;
- le besoin de conseiller l'IFLA sur la coopération internationale ;
- la nécessité de se concentrer sur quelques actions et projets concrets, par exemple :
  - l'aide au recrutement de nouveaux membres pour l'IFLA ;
  - l'aide au développement du multilinguisme au sein de l'IFLA ;
  - la création d'une base de données sur la coopération professionnelle internationale ;
  - la rédaction d'un guide méthodologique pour la coopération internationale.

La dernière demi-heure de la session a porté sur l'activité du groupe pendant l'année qui s'ouvre, et notamment sur la conférence de Milan en 2009. Kelly Moore devant reprendre du service au sein de l'IFLA à l'automne 2008, ne pourra pas poursuivre la responsabilité de ce groupe ; un nouveau coordinateur doit être trouvé, qui sera chargé notamment d'organiser la session de deux heures pour le congrès 2009. Souad Hubert de la BPI se porte volontaire, et est désignée coordinatrice du groupe pour la période août 2008 – août 2009.

Ce groupe d'intérêt n'en est qu'à ses débuts, et les pistes de travail évoquées doivent être précisées et affinées ; il n'en reste pas moins que l'initiative de créer un SIG portant spécifiquement sur les relations internationales est un signe important pour la communauté professionnelle, témoignant de l'importance de cette dimension aujourd'hui.

## 7. « Les partenariats Public – Privé » (n°122)

Cette session de deux heures a été co-organisée par les sections Bibliothèques universitaires et de recherche » et « Management et Marketing ». Les quatre communications présentées furent les suivantes :

- James Neal (Bibliothèque de l'université Columbia, Etats-Unis). *Academic library public/private partnerships: definitions of motivation, risk and success.* (texte non disponible en ligne) ;
- Linda Ashcroft (Université John Moores de Liverpool, Royaume-Uni). *Partnerships between public libraries and other agencies in England for provision of adult learning.* (<http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/122-Ashcroft-en.pdf>) ;
- Win Shih (Université d'Albany, Etats-Unis). *Partners of equals – libraries « mixing molecules » with private organisations.* (<http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/122-Shih-en.pdf>) ;
- Lynne Brindley (British Library, Royaume-Uni). *Public and private partnerships – the British Library's experience.* (texte non disponible en ligne) ;

Si je n'ai pu assister qu'aux trois premières communications, en réalité seule la première disposait, à mes yeux, d'un contenu réellement intéressant.

L'exposé de James Neal, bien que portant sur la définition et la théorie du partenariat public-privé, a permis de poser les bonnes questions et de souligner les enjeux actuels liés à la nécessité de recherche de crédits privés pour financer les activités et projets des bibliothèques, notamment dans le domaine universitaire.

Le partenariat entre une institution publique et une institution privée (au sens « à but commercial ») est risqué pour l'institution publique, celle-ci devant toujours conserver au final la possession du bien. Les questions qu'elle doit se poser avant d'entamer une démarche de partenariat avec une société commerciale sont : ce partenariat est-il la meilleure solution possible ? le risque est-il trop grand ? l'intérêt public est-il sauvegardé ? Quels sont les bénéfices pour notre institution et pour le public ? dans quelle stratégie fondamentale s'inscrit notre projet de partenariat ?

La bibliothèque académique aujourd'hui voit ses missions s'élargir (elle est aujourd'hui à la fois une gardienne du patrimoine scientifique, une infrastructure d'information, un dépôt de documents numériques, un portail, mais également une entreprise – c'est ce que l'intervenant nomme une « entrepreneurial academy »), et s'inscrire dans un contexte de compétition internationale accrue dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche. Les domaines dans lesquels les partenariats avec le privé sont possibles sont donc de plus en plus larges : la création de bibliothèques numériques (dans le cadre de *Google Books* par exemple) ; la publication universitaire et scientifique (le partenariat entre bibliothèque universitaire et presses universitaires est selon lui le type de partenariat le plus prometteur aujourd'hui) ; la conservation des documents, physiques comme numériques (qui peut être sous-traitée à des sociétés privées ou effectuée en partage entre plusieurs institutions ; il s'agit ici à ces yeux du second domaine majeur dans laquelle peuvent s'exercer des partenariats public-privé) ; les besoins technologiques liés à la « Big Science », extrêmement élevés, notamment en ce qui concerne la conservation des données primaires de la recherche ; le développement d'applications web.

Les deux interventions suivantes n'ont fait que présenter des exemples de partenariats : à Liverpool, dans le domaine de l'éducation des adultes (Linda Ashcroft) ; BioOne<sup>25</sup> (partenariat autour des revues scientifiques en sciences biologiques), Evergreen Open ILS<sup>26</sup> (SIGB en open source développé à l'origine par un groupement de bibliothèques universitaires qui s'est ensuite transformé en entreprise commerciale), et l'initiative Google Book (Win Shih). Je renvoie aux textes de ces deux intervenants pour plus d'informations sur les expériences présentées.

---

<sup>25</sup> <http://www.bioone.org/>.

<sup>26</sup> <http://open-lis.org/>.

8. « Retour sur investissement : évaluer l'enseignement de la maîtrise de l'information. Qu'apprennent-ils vraiment ? » (n°134)

Cette session de quatre heures était co-sponsorisée et organisée par les sections « Information literacy » et « Bibliothèques universitaires et de recherche ». J'ai assisté à 5 des 7 communications présentées au cours de cette session :

- Simon Ellis (Institut UNESCO pour les statistiques, Canada). *Indicators on 'information literacy' and the Information for All programme; a challenge for libraries.* (<http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/134-Ellis-en.pdf>) ;
- Bernard Pochet (Université de Gembloux, Belgique) et Paul Thirion (Université de Liège, Belgique). *Quels enseignements retenir de l'évaluation des compétences documentaires des étudiants qui accèdent à l'enseignement supérieur en Communauté française de Belgique ?* (<http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/134-Pochet-Thirion-fr.pdf>) ;
- Natalia I. Gendina (Université d'Etat de Kemerovo, Russie). *Could learners' outcomes in information literacy be measured: pluses and minuses of testing.* (<http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/134-Gendina-trans-fr.pdf>) ;
- Barbara d'Angelo (Université Arizona State, Etats-Unis). *More than mere collections: portfolio's as direct and authentic – assessment of information literacy outcomes.* (<http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/134-Dangelo-trans-fr.pdf>) ;
- Gabriela Sonntag (Université de California State, Etats-Unis). *We have evidence, they are learning: using multiple assessments to measure student information literacy learning outcomes.* (<http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/134-Sonntag-trans-fr.pdf>).

Les trois premières interventions ont fait l'objet d'un très bon compte-rendu par Marie-Laure Malingre, de l'URFIST de Rennes, sur le blog UrfistInfo<sup>27</sup>, je n'en reprendrai donc que les éléments essentiels :

- l'action extrêmement ambitieuse de l'UNESCO dans le domaine de la formation aux compétences informationnelles, tant du point de vue du projet d'établir des statistiques et indicateurs du niveau de compétence informationnelle des populations, que de celui du programme de formation de formateurs au niveau international. Sur tous ces points, l'action de l'UNESCO s'effectue en lien étroit avec l'IFLA (cf. le concours de définition du logo, voir paragraphe III.1) ;
- la visibilité désormais internationale de l'enquête belge, par ailleurs bien connue en France (cf. les Rencontres Formist 2008<sup>28</sup>) ;
- la démarche originale menée en Russie, de « tester les tests » utilisés pour mesurer les compétences acquises par les étudiants.

Les deux interventions suivantes ont quant à elles présenté deux approches différentes de l'évaluation des étudiants. La première repose sur l'évaluation critique par les étudiants eux-mêmes de leurs propres travaux et apprentissages, à partir de leur « portfolio », c'est-à-dire un document qui décrit les formations, les acquis, le travail à fournir, et où figurent les notes obtenues (B. D'Angelo). La seconde porte sur la comparaison de trois outils différents de mesure des compétences : le test « iskills »<sup>29</sup>, créé par la société *Educational Testing*

---

<sup>27</sup> [http://urfistinfo.blogs.com/urfist\\_info/2008/09/choses-vues-qub.html](http://urfistinfo.blogs.com/urfist_info/2008/09/choses-vues-qub.html).

<sup>28</sup> <http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/notice-1783>.

<sup>29</sup> <http://www.ets.org/iskills/>.

*Service*<sup>30</sup> ; le Plan d'évaluation de l'enseignement général mis en place au sein de l'université ; la participation à l'évaluation et à la revue annuelles des programmes d'enseignement également appliquées au sein de l'université (G. Sonntag). Ces deux présentations détaillent les procédures et implications de ces méthodologies et outils, tout en soulignant les limites. G. Sonntag précise que les tests utilisés doivent être adaptés en fonction des publics évalués, pour prendre en compte notamment les différents backgrounds culturels des étudiants.

---

<sup>30</sup> <http://www.ets.org/>.

9. « Assurer la qualité de bibliothèques nationales : mesures de rendement et évaluation de la qualité appuyant le patrimoine culturel et la recherche » (n°160)

Cette séance de quatre heures était co-organisée par les sections Bibliothèques nationales et « Statistiques et évaluation ». Sept interventions étaient prévues : je n'ai pu assister qu'aux cinq premières<sup>31</sup>.

9.1. Roswitha Poll (Bibliothèque de l'université de Münster, Allemagne). *ISO Indicators for national libraries.*

(<http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/160-Poll-trans-fr.pdf>)

La première intervention visait à présenter à l'audience l'état du travail mené depuis quelques années au sein de l'ISO, sur l'établissement d'une norme ISO sur les indicateurs de performance des bibliothèques nationales, la norme ISO/NP TR28118. Le besoin de disposer d'une norme pour des indicateurs de performance spécifiques aux bibliothèques nationales s'est fait ressentir suite aux insuffisances de la norme ISO 11620 sur les indicateurs de performance des bibliothèques. Cette nouvelle norme devait ainsi prendre en compte certaines activités et missions propres aux bibliothèques nationales, telles le dépôt légal, la collecte de documentation étrangère portant sur le pays, la création d'un catalogue collectif national, la conservation des documents (papiers et numériques), mais également son degré d'implication dans des activités de recherche ou de coopération nationale et internationale, ou ses activités de numérisation. Au final, 30 indicateurs de performance, dont 15 issus de la norme ISO 11620, ont été retenus ; tous les indicateurs liés au public ont été enlevés, alors que de nouveaux indicateurs sur la préservation, la numérisation et la coopération ont été ajoutés. Parmi les principaux indicateurs figurent ceux liés au degré de couverture de la production nationale dans les collections de la bibliothèque nationale, la vitesse de traitement et l'exhaustivité de la bibliographie nationale, et la qualité de la préservation et de la valorisation des collections. Les 9 têtes de chapitre de cette norme devraient être les suivantes : l'établissement de la collection nationale ; l'accessibilité des collections : les catalogues ; l'accessibilité des collections : l'accès rapide et aisé ; l'usage ; la numérisation ; le service de référence ; le potentiel de développement ; la préservation des collections ; l'efficacité de la gestion. La publication de la norme est prévue pour l'automne 2008.

9.2. Hakiko Hashizume (Bibliothèque de la Diète, Japon). *Utilization of indicators in the National Diet Library. Efforts for activity evaluation.*

(<http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/160-Hashizume-en.pdf>)

Cette intervention fait directement suite à la précédente, car les indicateurs retenus pour la norme ISO/NP TR28118 ont été testés, avant d'être retenus définitivement, par la Bibliothèque de la Diète du Japon, qui a fait ainsi office de « cobaye ». Cette bibliothèque dispose d'une pratique déjà ancienne de l'évaluation, formalisée en 2004 dans un « Plan – Do – Check management cycle Act », et présentée brièvement dans cette communication. C'est peut-être cette expérience qui a permis à la bibliothèque de mesurer 22 des 30 indicateurs de la nouvelle norme, prouvant que celle-ci peut être appliquée, du moins en partie, par les plus grandes bibliothèques nationales.

---

<sup>31</sup> Je renvoie aux textes des deux communications disponibles en ligne : celle de la Bibliothèque nationale de France ([http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/160-daCosta\\_Barbier\\_Freyre-fr.pdf](http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/160-daCosta_Barbier_Freyre-fr.pdf)), et celle de la Bibliothèque nationale d'Australie (<http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/160-Cameron-trans-fr.pdf>).

9.3. Markku Latinen (Bibliothèque nationale de Finlande). *Key figures for Finnish scientific libraries.*

(<http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/160-Laitinen-trans-fr.pdf>)

En Finlande, c'est également la bibliothèque nationale qui est chargée d'établir la base de données statistiques des bibliothèques finlandaises, y compris les données concernant les bibliothèques universitaires<sup>32</sup>. Les bibliothèques finlandaises se caractérisent en effet par un très fort fonctionnement en réseau, parmi lesquelles figurent une vingtaine de bibliothèques d'universités et une trentaine de bibliothèques d'écoles d'enseignement supérieur, autour notamment du consortium national FinElib<sup>33</sup>, et sous la coordination d'un Conseil national des bibliothèques universitaires finlandaises<sup>34</sup>.

Les statistiques collectées le sont suivant la norme ISO2789 (statistiques internationales pour les bibliothèques). Elles sont complétées par une enquête spécifique sur les ressources électroniques menée tous les deux ans : celle-ci a notamment permis de montrer que les ressources électroniques ont dépassé les ressources physiques en coûts d'acquisition au cours de l'année 2005.

Une volonté existe, exprimée notamment par les pouvoirs politiques, de disposer d'indicateurs pour mesurer l'impact de la bibliothèque sur ses publics : un travail est actuellement en cours sur ce point.

9.4. Tord Hoivik (Bibliothèque nationale de Norvège). *How much is much? Developing and interpreting national library visitor statistics.*

(<http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/160-Hoivik-trans-fr.pdf>)

Néanmoins, la relativité des statistiques doit être rappelée, comme le fait le norvégien Tord Hoivik. Un nombre ne peut se comprendre que par comparaison avec un autre, et doit toujours être rapporté à une échelle humainement visualisable. L'intervenant illustre son propos par l'exemple de l'analyse des statistiques de consultation du site web de la bibliothèque nationale norvégienne. Il souligne l'importance de la distinction à faire entre les hits, ou nombre de pages vues, et les visites, c'est-à-dire de réels parcours de consultation du site. Il compare également ces données avec les statistiques de consultation du site web de la British Library, et surtout avec ceux des autres sites internet du pays (par exemple la presse norvégienne), afin de mesurer le poids de la bibliothèque nationale dans la vie des citoyens. Si les bibliothèques mesuraient hier leurs collections, si elles mesurent aujourd'hui leur activité, elles devront demain mesurer leur impact sur la vie publique : c'est un enjeu fondamental pour justifier de la survie à moyen et long terme des bibliothèques.

9.5. Carol Tenopir (Université de Tennessee, Etats-Unis). *Reading patterns of e-articles by academics: measuring the purpose and value of reading and demonstrating the value of library-provided electronic journal collection.*

([http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/160-Tenopir\\_Wilson\\_Vakkari\\_Talja\\_King-en.pdf](http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/160-Tenopir_Wilson_Vakkari_Talja_King-en.pdf))

---

<sup>32</sup> Finnish Public Libraries Statistics Database : <http://tilastot.kirjastot.fi/default.aspx?&langId=en>.

<sup>33</sup> <http://www.nationallibrary.fi/libraries/finelib/>.

<sup>34</sup> <http://www.nationallibrary.fi/libraries/council.html>.

L'impact de la bibliothèque universitaire sur les lectures des chercheurs a été abordé par Carol Tenopir, qui poursuit des recherches depuis une trentaine d'années sur les pratiques de lecture des chercheurs.

A partir d'études menées en Australie, aux Etats-Unis et en Finlande, portant sur le nombre d'articles lus par les chercheurs et leurs motivations à consulter des articles scientifiques, elle tire un certain nombre de conclusions intéressantes parmi lesquelles :

- les chercheurs lisent environ deux fois plus d'articles qu'il y a trente ans, dont plus de la moitié sont des articles sous forme électronique ;
- cette hausse est due en grande part à l'augmentation en parallèle des collections auxquelles la bibliothèque donne accès ;
- les chercheurs consacrent environ une demi-heure par jour à lire des articles ;
- 49,5% en Australie et 68,6% aux Etats-Unis des articles lus proviennent des collections de la bibliothèque, contre respectivement 39,9% et 14,8% de l'« Open web » (ou perçu comme tel : une partie des articles est accédé en réalité via la bibliothèque, mais de manière transparente pour le lecteur) ;
- parmi les lectures issues des collections de la bibliothèque, 76% se présentent sous forme électronique ;
- il existe une différence entre les pratiques des chercheurs, en fonction de leur âge : les jeunes ont plus tendance à lire des documents sous forme électronique, et ont moins d'abonnements personnels à des revues que leurs aînés ;
- les disciplines ont une incidence certaine, les médecins lisant beaucoup plus que les chercheurs dans les domaines des humanités au sens large ;
- les lecteurs les plus actifs publient eux-mêmes davantage que leurs collègues ayant des pratiques de lecture moins intensives ;
- les lecteurs ayant reçu des distinctions académiques au cours des deux années précédentes lisent davantage que leurs collègues ;
- les chercheurs ne lisent pas dans les locaux de la bibliothèque, mais dans leurs laboratoires ou chez eux ; en revanche, comme évoqué plus haut, la grande majorité des documents consultés, même sous format électronique, provient des collections de la bibliothèque : le rôle des bibliothèques comme fournisseur de revues électroniques scientifiques (« provider of e-journals ») est fondamental ;
- le nombre de titres de revues consultés au cours d'une année est passé en moyenne de 13 en 1977 à 33 en 2007 : cette diversification des sources s'explique par l'augmentation des collections des bibliothèques et l'émergence des ressources électroniques ;
- en revanche, le temps annuel passé à rechercher de la littérature scientifique a diminué (environ 20h par an seulement par chercheur)
- la valeur scientifique des numéros de revues plus anciens conservés par la bibliothèque est confirmée par l'augmentation du nombre d'articles « anciens » lus par les chercheurs : la bibliothèque comme conservateur de collections est réaffirmée ;
- les décisions des bibliothécaires dans le domaine de la politique documentaire ont un impact sur les lectures des chercheurs : ainsi, l'achat par la bibliothèque des archives

de revues scientifiques se traduit par l'augmentation du nombre d'articles « anciens » lus par les chercheurs.

Au final, les travaux de Carol Tenopir révèlent indirectement l'impact fort de la mission et de l'activité de la bibliothèque sur les pratiques de lecture des chercheurs, et confirment ainsi l'importance d'une bibliothèque performante pour la qualité scientifique d'une université.

## Conclusions

Au final, la participation à ces trois événements québécois de l'été 2008 s'est révélée particulièrement instructive. Les points essentiels que je retiendrai sont donc les suivants :

- la consolidation d'un réseau francophone de bibliothécaires au niveau mondial ;
- l'initiative CIFNAL de collaboration entre bibliothèques françaises (francophones) et des Etats-Unis ;
- l'action remarquable de l'organisation eIFL pour l'amélioration de l'accès à l'information scientifique dans les pays en voie de développement ;
- le grand intérêt d'expériences lointaines comme le réseau CALIS en Chine ou le centre CAVAL en Australie ;
- le discours solennel de son Excellence Michaëlle Jean, Gouverneure générale du Canada, en ouverture du congrès IFLA, soulignant que les bibliothèques sont les principaux instruments de l'accès à l'information, donnent du sens à l'information, et sont essentielles à l'exercice de la démocratie ;
- la poursuite de la coopération étroite de l'IFLA avec l'UNESCO dans plusieurs domaines, notamment la formation à l'information et l'évaluation des bibliothèques ;
- l'adoption d'un logo devant identifier, au niveau mondial, l'« Information Literacy » ;
- la publication de la norme ISO TR28118 sur les indicateurs d'évaluation des bibliothèques nationales ;
- l'avancement des réflexions sur les modalités d'évaluation de l'activité des bibliothèques universitaires ;
- l'enjeu nouveau lié au besoin de mesurer l'impact de la bibliothèque sur ses usagers et dans la vie publique ;
- l'avancement d'un projet international de rédaction d'un guide méthodologique et de bonnes pratiques sur les bibliothèques numériques ;
- la création d'un groupe de réflexion international sur les relations internationales des bibliothèques et organisations de niveau national, coordonné pour l'année 2008-2009 par une collègue française de la Bibliothèque Publique d'Information ;
- l'urgence liée à la préservation à long terme de l'information numérique, et le développement dans de nombreux pays (Allemagne, Canada notamment) de modèles de compétences réparties au niveau national entre diverses institutions, au premier plan desquelles la bibliothèque nationale et les principales bibliothèques universitaires ;
- la responsabilité des bibliothèques universitaires quant à la conservation des données numériques produites, et dans une moindre mesure achetées, par leur université de rattachement ;
- le programme WorldWideScience qui, autour du portail WorldWideScience.org vise à donner un accès centralisé aux principales banques de données scientifiques produites par des institutions publiques au niveau international ;
- le développement de la Bibliothèque numérique mondiale pour la biodiversité (Biodiversity Heritage Library), qui numérise et rend accessible en ligne, de manière libre et gratuite, de la documentation scientifique et patrimoniale portant sur la biodiversité ;

- l'impact des bibliothèques universitaires sur les pratiques de lecture des chercheurs, et sur la performance scientifique des universités ;
- l'utilité des partenariats public-privé pour le développement de projets, par exemple dans les domaines suivants : constitution de bibliothèques numériques ; rapprochement des bibliothèques universitaires avec les presses universitaires ; la conservation des données, physiques et numériques ; etc.
- le caractère stratégique des formations à l'information délivrées par les bibliothèques, notamment universitaires, dans la réussite des étudiants ;
- le lancement du portail internet du Réseau francophone des bibliothèques nationales numériques<sup>35</sup> ;
- l'importance fondamentale de la coopération internationale pour les bibliothèques, notamment pour le partage de normes technologiques et l'adoption de pratiques et référentiels communs.

NB. Les prochains congrès IFLA auront lieu dans les villes suivantes :

- 2009 : Milan, Italie
- 2010 : Brisbane, Australie
- 2011 : San Juan, Puerto Rico

*Achévé à Paris le 3 octobre 2008*

---

<sup>35</sup> <http://www.rfbnn.org/>.